
Nicolas Bourguinat

Roger Price, *The French Second Empire. An anatomy of political power*

Cambridge, Cambridge University Press, 2001,
507 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Nicolas Bourguinat, « Roger Price, *The French Second Empire. An anatomy of political power* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 25 | 2002, mis en ligne le 27 août 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index435.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index435.html>

Document généré automatiquement le 29 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Nicolas Bourguinat

Roger Price, *The French Second Empire. An anatomy of political power*

Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 507 p.

Pagination de l'édition papier : p. 205-209

L'important volume publié par Roger Price ne prétend pas être une histoire générale de la France sous le Second Empire mais, comme l'indique son sous-titre, l'"anatomie d'un pouvoir politique" : c'est à travers la construction et la contestation de cet État fort que l'auteur veut appréhender le deuxième épisode bonapartiste de l'histoire de France. Il choisit un plan classique, partant de l'ascension de Louis-Napoléon, envisageant ensuite les fonctions du nouvel État issu du Deux-Décembre --maintenir l'ordre, assurer le progrès collectif, intégrer les populations--, et terminant par l'étude de la montée des oppositions des années 1860 et finalement de la guerre franco-allemande. N'ignorant rien des récentes tentatives françaises de "réhabiliter" Napoléon III et son système, au nom de l'ampleur de l'œuvre accomplie, il a d'abord relancé une vaste enquête dans les archives : la moisson est impressionnante, notamment aux archives nationales dans les séries judiciaires et les papiers privés, ainsi qu'à la bibliothèque nationale. Quant à la bibliographie, arrêtée en 2000, elle nous est apparue sans faille à l'exception de la thèse de Jacqueline Lalouette, sortie en 1997 et ici oubliée.

Première question : illégitime et oppressif, le Second Empire était-il malgré tout un système viable, assez souple pour évoluer, notamment vers un transfert du pouvoir vers le cabinet et le Corps législatif ? Après Émile Ollivier, nombre de commentateurs sont allés en ce sens --d'autant que cela correspondait bien à la marginalisation progressive de la ligne "dure" des Rouher et autres Persigny-- et ont déploré les occasions manquées et les ouvertures mal récompensées (ou trop tôt stoppées). Roger Price s'oriente vers des conclusions du même type (ainsi p. 467), et on récapitulera ici quelques moments forts de son parcours.

Reprenant les conclusions de son histoire sociale de la Seconde République parue en 1972, il souligne que le régime de 1848 est mort faute d'avoir su relever les défis du passage à une "politique de masse", et que la solution bonapartiste s'est imposée comme un ultime recours autoritaire, afin de parer le danger d'une dérive vers la révolution et l'anarchie. Il ne minimise pas les résistances provinciales au coup d'État, mais semble penser que la propagande gouvernementale, depuis 1849, avait terriblement isolé les démocrates-socialistes. Peut-on cependant soutenir que le plébiscite de 1851, qui s'est tenu dans des conditions bien peu démocratiques, fut un succès "d'abord dû à l'immense popularité du prince-président dans les campagnes" (p. 35) ? En réalité, et comme Price l'écrit lui-même d'ailleurs, les votes négatifs furent d'autant plus élevés en province que les départements concernés ne s'étaient pas insurgés, ce qui démontre *a contrario* le rôle joué par la terreur bonapartiste dans l'orientation des votes populaires.

L'analyse des institutions et des rouages du gouvernement est solide et bien informée (soulignant, ce qui est rare, le rôle du secrétariat personnel de l'empereur tenu par Mocquard puis par Conti, et enfin celui du conseil privé), et elle renoue avec une périodisation traditionnelle : des ouvertures assumées par l'empereur, en 1860, mais de plus en plus contraintes après 1867. L'évolution du régime avait toutefois un terme, assumé par Émile Ollivier lui-même (en quoi il se différenciait de Thiers) : la nécessaire préservation d'une tutelle de l'empereur sur le gouvernement. Cela explique que les réformes des années 1860 aient pu susciter à la fois espoirs et insatisfactions dans tous les camps : chez les libéraux, qui gardaient les yeux fixés sur les pratiques datant de l'orléanisme, chez les républicains toujours

inquiets des usages du droit de dissolution et du plébiscite, mais aussi chez les bonapartistes conservateurs, qui étaient impatients, après le plébiscite de 1870, d'en passer à l'après-Ollivier.

Du côté de l'appareil administratif, Price pointe une insatisfaction croissante vis-à-vis des préfets après 1865. Pour les maires, le régime reste pris entre sa volonté de promouvoir des hommes nouveaux et les contraintes nées du jeu local des rivalités et de l'influence : aussi continue-t-il à procéder à des vagues de révocations, comme dans le Bas-Rhin et le Puy-de-Dôme après les élections de 1863. Même en 1870, il ne s'avouait pas prêt à accepter l'élection des édiles. Les scrutins législatifs illustrent les mêmes contradictions. Selon Roger Price, faute d'un personnel politique suffisamment étoffé, le bonapartisme n'avait d'autre choix que de rallier l'ancien personnel d'opposition, notamment la gauche dynastique mais aussi les légitimistes de la Monarchie de Juillet. Sociologiquement, il ne souhaitait pas non plus faire du Corps législatif autre chose que la chambre des "grands notables", même s'il y augmenta légèrement la part des hommes d'affaires. La candidature officielle risquait ainsi de cautionner des hommes "incontournables", et finalement de consolider leur indépendance --en mécontentant la population (la paysannerie notamment), en frustrant les ambitions des petits notables ou des jeunes de la génération montante, et finalement en encourageant ces députés à se dissocier du préfet et du gouvernement, ainsi qu'on l'observa dans le Nord, avec l'entrepreneur catholique Kolb-Bernard, pendant la législature 1857-1863. Le livre donne de nombreuses illustrations de la mobilisation des ressources de l'administration derrière "ses" candidats, de l'apparat des grandes réceptions jusqu'à l'action des réseaux familiaux des petits fonctionnaires, sans oublier l'exaltation, jamais stoppée, de la légende napoléonienne. Il confirme bien qu'après 1863, le système s'essouffle, les "parachutages" de la candidature officielle étant de plus en plus contestés sur le terrain local, comme celui d'Isaac Pereire dans les Pyrénées-Orientales. Mais le régime n'est pas capable de susciter un véritable "parti" loyaliste et de coordonner son action, et encore moins dans le cadre "décentralisé" c'est-à-dire libéré du patronage officiel des candidats que semblaient favoriser Napoléon III et son ministre de l'Intérieur, Pinard, après 1868. En 1870, l'administration fit encore un énorme effort de propagande pour promouvoir le "oui" au plébiscite.

L'étude des oppositions, pp. 255-405, conforte ce portrait du régime impérial. Au niveau national, le légitimisme peina, on le sait, à exister. Seul le malentendu du régime avec le clergé et les catholiques relança sérieusement ses candidatures, à partir donc du scrutin de 1863. Aussi bien les prêtres que les nobles se comportèrent alors vis-à-vis du régime impérial comme si un point de non-retour était franchi : des rumeurs circulèrent en Bretagne accusant Napoléon III de préparer en secret une loi de Séparation, tandis qu'autour d'un évêque comme Pie, à Poitiers, renaissaient de véritables salons d'opposition, et il fallut que des mesures sévères soient prises en 1861 contre la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Mais l'écho recueilli auprès des ouailles est incertain. On compta en tout cas 25 candidats d'opposition légitimiste en 1863. Mais l'élan était déjà épuisé en 1869-1870 : Berryer était mort, Falloux préféra se retirer après un mauvais premier tour en Vendée, et le plébiscite accentua les divisions (nombre de nobles et d'évêques votèrent oui, contre les consignes d'abstention de *L'Union*, inspiré par Chambord, et de *L'Univers*). Les espoirs se reportèrent sur le ministère Ollivier, qui comptait plusieurs cléricaux, qui avait éliminé le laïc Duruy comme le gallican Baroche, et qui désirait consacrer une commission extra-parlementaire à la décentralisation.

Les libéraux constituent un ensemble aux contours difficiles à saisir, et forment le courant le plus fluctuant vis-à-vis de l'Empire, entre refus, résignation, accommodement et franche opposition. La nostalgie du parlementarisme et le rejet du système de la candidature officielle ne tardèrent pas, de fait, à s'afficher. Les autorités, dans un premier temps, n'en avaient cure, dans la mesure où elles voyaient bien que les libéraux n'avaient pas d'assise populaire. Il fallut plusieurs nouveaux facteurs pour qu'ils puissent proposer une critique du gouvernement autoritaire qui fût parlante pour les masses : notamment le combat contre les monopoles ferroviaires régionaux, la critique de la politique financière, les incertitudes de l'intervention italienne (condamnée par le député libéral Pichon, comme par le républicain Ollivier). Le suffrage universel restait cependant objet tabou pour les libéraux, associé

aux désordres révolutionnaires et à l'"imbécillité rurale" qui avait fait la "campagnocratie impériale" (Prévost-Paradol). Les libéraux tirèrent un grand profit des nouvelles lois sur la presse (ainsi la création à Saint-Étienne de *L'Eclairneur*, par Frédéric Dorian, soutenu par l'industrie lourde). *La Revue des Deux-Mondes* publia en 1868 plusieurs articles du conseiller d'État J.-B. Duvergier favorables au suffrage universel encadré par d'authentiques partis politiques. En 1863, la "coalition" constituée par le Comité de l'Union libérale du journaliste Nefftzer rapprocha les libéraux de certains catholiques, en même temps qu'elle contribua à détacher certains républicains comme Ferry et Darimon des héritages jacobins. C'était trop peu ou trop tôt pour gagner les masses, comme devaient le montrer plus tard les scores décevants du scrutin de 1869. Mais des gains considérables avaient été faits aux élections locales, à l'aide de différentes alliances. Et surtout c'est au Corps législatif que les symboles de la politique personnelle de Napoléon III, spécialement le traité de 1860, fédérèrent le plus de mécontents derrière le drapeau libéral (en 1868, 63 députés représentant des milieux d'affaires protectionnistes signèrent une motion défendue par Thiers et par Jules Brame, futur membre du cabinet Palikao en 1870).

Côté républicain, les archives dénichées par Price démontrent la persistance d'une parole subversive, au cours des années 1850 et 1860, à travers les placards, les chansons séditeuses, mais il estime que la menace des sociétés secrètes et des complots était très exagérée. Le préfet de la Côte d'Or, en 1853, pouvait décrire l'opposition républicaine comme "un parti dont les chefs ont survécu mais qui n'a plus de soldats" (p. 165). Le *revival* des années 1867-1870 est bien illustré, Price n'oubliant ni l'offensive des hommes du barreau (Protot, le futur communalard, à côté de Ferry), ni les grands meetings de Favre et Simon, ni l'expansion des journaux, qui reprirent au vol les ouvrages de Ténot sur le coup d'État (1868), mais aussi d'autres textes comme *L'Empire industriel* de Georges Duchêne. Price note également la reprise d'une propagande républicaine à destination des masses rurales, avec de nombreuses brochures faisant suite au *Suffrage universel et les paysans* publié par Ténot en 1865. Quant aux divisions des chefs républicains, elles avaient toujours été vives : Price rappelle très justement qu'Ollivier était soupçonné de se rapprocher du régime dès 1861 (par Hippolyte Carnot), et surtout en 1864 (où il accepta d'être le rapporteur de la loi sur les coalitions). Price montre également que républicains et radicaux ont tôt cherché à se démarquer de l'extrême gauche ouvrière et des initiatives des chambres syndicales, notamment à Rouen (candidature de l'ouvrier typographe Aubry en 1869). Quant aux blanquistes et aux internationalistes, ils s'en inquiétaient autant que le gouvernement impérial. Celui-ci semblait être ramené à la paranoïa répressive de ses débuts, notamment face à la presse républicaine, démultipliée depuis 1867 et accusée de tous les débordements : à côté de *L'Avenir d'Auch*, où s'illustrait déjà Lissagaray, *Le Libéral de Bayonne* évoquait au procureur général de Pau "les pires heures de la République" (p. 182). Les uns, comme l'empereur, jugeaient que tout cela conduirait à un affrontement qui finirait par dégager l'horizon (lettre à l'impératrice, 15 octobre 1869), les autres, comme Rouher, tentaient de se rassurer en disant que les excès des journaux d'opposition les discréditeraient eux-mêmes.

La conclusion, selon Price, ne fait néanmoins pas de doute : le Second Empire a mûri, et réalisé plus ou moins la transition entre un césarisme charismatique et l'exercice rationnel d'un pouvoir respectueux des normes du droit. Ce diagnostic s'appuie donc sur une analyse fouillée de l'évolution du régime --que Price voit fondamentalement comme une *concession* (p. 396) faite à son opposition libérale conservatrice-- jusqu'au succès du plébiscite de 1870, face aux ambiguïtés duquel les républicains étaient désarmés. Price soutient même, (pp. 398-399), que le régime parlementarisé était alors en voie de recréer autour de lui un "parti de l'Ordre", de s'imposer comme l'unique alternative à la révolution sociale, et peut-être même de provoquer de nouveaux ralliements (ceux d'Ernest Picard et des hommes de *L'Electeur libre*, par exemple). Ce pronostic, qui était aussi celui de l'empereur, se heurte, on le devine, toujours au même obstacle : le temps --qui ici se trouva compté par la faute d'une guerre mal préparée. Mais la guerre de 1870 n'était pas un hasard, et du reste Price admet que l'aventurisme militaire était demeuré un trait caractéristique du régime. L'argument selon lequel c'étaient moins les oppositions qui étaient menaçantes, notamment au scrutin de 1869, que les soutiens du régime qui étaient clairsemés ou qui doutaient d'eux-mêmes, paraît en tout cas bien établi. L'opération

plébiscitaire de 1870 pouvait en effet remobiliser autour de l'Empire, surtout si une surenchère socialiste continuait à entretenir la peur. Cela posé, il ne faut pas oublier --et Price cite lui-même une lettre de Thiers très éclairante à ce sujet (p. 434)-- que la guerre pouvait être un moyen d'assurer une reprise en mains au service du bonapartisme autoritaire.

Question subsidiaire : est-ce malgré lui que le régime a favorisé la modernisation politique de la France du milieu du siècle, installant dans les mœurs l'exercice du droit de vote, minant sourdement l'autorité des notables, et contribuant à faire de la citoyenneté une notion active et non passive ? Price répond que oui, en un sens tout au moins : c'est qu'il faut comprendre l'Empire en l'insérant dans le cours d'un processus de modernisation politique et d'institutionnalisation des conflits entamé en 1848, qu'il a d'abord bloqué jusqu'en 1860, puis qui a repris son cours. Comme Sudhir Hazareesingh et plutôt à l'opposé de Philip Nord, Price entendait donner aux oppositions leur pleine diversité, au lieu de réduire le coup de projecteur aux seuls républicains, et insister sur leurs dynamiques communes (compromis, passerelles, réseaux familiaux et intellectuels, vie municipale). Temps de changement rapide des cadres économiques et sociaux, le Second Empire est interprétable comme une crise d'adaptation, qui aurait affecté "à la fois les identités collectives et les mécanismes de la mobilisation politique" (p. 255). Certes, la politique nationale est encore fondamentalement l'affaire des élites locales et des notables (même Thiers ne pourrait être élu dans le Nord sans l'appui de la compagnie d'Anzin !), et ce sont elles qui font l'opinion, à côté d'un électorat de masse plutôt suiviste. Les politisations de milieux populaires, encadrées ou non par des représentants de la bourgeoisie petite et moyenne (ainsi les porcelainiers de Limoges), restent l'exception (l'exception urbaine principalement) : mais elles obligent néanmoins les vieilles familles à compter avec elles, et parfois à adapter leurs méthodes de campagne et leur langage. Inversement, avec les travaux publics et les équipements scolaires en premier lieu, les questions d'intérêt public s'insinuent dans les affaires de clocher et modifient la dimension jusque-là communautariste des joutes politiques. Price en conclut que le vote républicain n'est pas le seul, dans ce cadre, à pouvoir être analysé comme rationnel ou moderne. À la suite du coup d'État, le régime avait d'abord poursuivi une œuvre de dépolitisation des masses, mais malgré ses "ententes" locales avec les notables, malgré la personnalisation du pouvoir suprême, il ne pouvait entièrement étouffer une souveraineté populaire qu'il avait lui-même reconnue.

Pour citer cet article

Référence électronique

Nicolas Bourguinat, « Roger Price, *The French Second Empire. An anatomy of political power* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 25 | 2002, mis en ligne le 27 août 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index435.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
